

2012-06-02 DAVIE : Lavalin n'est plus dans le portrait

SOURCE : <http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2012/06/01/008-chantier-davie-direction-evaluation-options.shtml>

Pour voir l'enregistrement diffusé à Radio-Canada

http://www.radio-canada.ca/audio-video/pop.shtml#idMedia=undefined&lang=frutf&pl=0of1&posMedia=0&startPosition=93.66000366210937&urlMedia=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2012/CBVT/LeTelejournalQuebec201206010200_m.aspx

La direction de la Davie ne baisse pas les bras

Mise à jour le vendredi 1 juin 2012 à 18 h 55 HAE

Le reportage de Cathy Senay

Les dirigeants du chantier maritime Davie sont toujours en train d'évaluer leurs options à la suite du retrait de SNC-Lavalin. La relance du chantier apparaît plus fragile que jamais et les enjeux touchent l'ensemble de l'industrie maritime québécoise.

La Société des traversiers du Québec (STQ) est directement touchée. La Davie doit lui construire deux navires pour la traverse Tadoussac-Baie-Sainte-Catherine. Selon la porte-parole de la STQ, Maryse Brodteur, ce contrat pourrait éventuellement être retiré et faire l'objet d'un appel d'offres.

« Tout est à valider avec notre département légal et, bien sûr, avec le propriétaire de l'actif qu'est Davie Canada, donc Upper Lakes », précise-t-elle.

Déjà, à Matane, Méridien Maritime se montre intéressé. Le président de l'entreprise, Angelo Marcotte, n'est pas surpris de voir ce qui arrive à Lévis. « Je trouve ça malheureux, mais je comprends la direction de Lavalin de s'être retirée s'ils n'étaient pas capables d'aller chercher assez de contrats pour faire un tour de roue. »

La Société de développement économique du Saint-Laurent espère que Davie sera relancé. Selon la présidente de la société, Nicole Trépanier, la grande cale sèche est un atout crucial.

« Ça peut affecter en quelque sorte la propension à certaines compagnies à utiliser l'axe maritime Saint-Laurent-Grands-Lacs », ajoute-t-elle.

Pas d'aide des gouvernements

Le gouvernement fédéral ne compte plus investir dans le chantier maritime Davie.

« C'est clair que maintenant, la balle est dans le camp du secteur privé qui doit démontrer qu'ils ont la capacité à remettre le chantier en opération », affirme le député conservateur de Lévis-Bellechasse.

Le gouvernement du Québec ferme aussi la porte à de nouveaux investissements dans le chantier maritime Davie.